



Novembre 2018

**ACCORD EUROPEEN SUR LE REGIME DE LA CIRCULATION DES PERSONNES
ENTRE LES PAYS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE du 13 décembre 1957
(STE n° 25, entré en vigueur le 1er janvier 1958)**

Objet : Adhésion d'Etats qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe

I. La participation à l'Accord européen sur le régime de la circulation des personnes entre les pays membres du Conseil de l'Europe n'est pas limitée aux seuls Etats membres du Conseil de l'Europe. L'Accord est également ouvert à l'adhésion d'autres Etats non membres, pourvu qu'ils aient été invités formellement par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. La disposition pertinente de l'Accord européen sur le régime de la circulation des personnes entre les pays membres du Conseil de l'Europe, l'article 10 est libellée comme suit :

« Après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe peut inviter tout Etat non membre du Conseil à y adhérer. L'adhésion prendra effet le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument d'adhésion auprès du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. »

II. La procédure d'adhésion d'un Etat qui n'est pas membre du Conseil de l'Europe peut être résumée comme suit :

1. En principe, le Comité des Ministres peut inviter un Etat non membre à adhérer à un traité déterminé de sa propre initiative. Il est pourtant d'usage que l'Etat non membre demande l'adhésion dans une lettre adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Cette lettre doit être signée par le Ministre des Affaires étrangères ou par un représentant diplomatique agissant sur instructions de son gouvernement (*voir [Modèle de demande d'adhésion à un traité](#)*).

2. Conformément à la pratique du Conseil de l'Europe et avant d'inscrire formellement le point à l'ordre du jour du Comité des Ministres, le Secrétariat consulte simultanément tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, qu'ils soient ou non Parties à l'Accord, et les Etats non-membres Parties à l'Accord, sur la demande d'invitation.

3. Les demandes d'adhésion à une convention du Conseil de l'Europe sont examinées par un Groupe de Rapporteurs du Comité des Ministres sur la coopération juridique (GR-J) puis, par le Comité des Ministres. La décision concernant cette invitation est normalement prise au niveau des Délégués des Ministres. L'invitation à adhérer à l'Accord est ensuite notifiée à l'Etat concerné par le Secrétariat Général.

4. Il doit être noté que le Comité des Ministres a décidé, en avril 2013, de limiter la validité des invitations faites aux Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer aux conventions à une durée de cinq années.

5. Le dépôt de l'instrument d'adhésion a lieu au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg, en présence d'un représentant de l'Etat adhérent et du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe ou de son Adjointe. Le représentant de l'Etat adhérent aura avec lui l'instrument d'adhésion et un procès-verbal de dépôt sera signé par les deux parties. S'il s'avère difficile pour l'Etat adhérent d'envoyer un représentant à Strasbourg, l'instrument d'adhésion peut être envoyé par courrier diplomatique. Le dépôt de l'instrument d'adhésion sera notifié à toutes les parties concernées, conformément à l'article 12 de l'Accord.

6. L'article 10 de l'Accord européen sur le régime de la circulation des personnes entre les pays membres du Conseil de l'Europe prévoit que l'Accord entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

7. L'instrument d'adhésion et toute réserve ou déclaration annexée devront être accompagnés d'une traduction dans l'une des deux langues officielles du Conseil de l'Europe (anglais ou français). Il convient de souligner que, sous réserve des dispositions applicables de chaque traité et en conformité avec la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, d'éventuelles réserves ou déclarations doivent être émises au moment du dépôt de l'instrument d'adhésion. Pour des raisons de sécurité juridique et afin d'assurer une application uniforme des conventions, des réserves ne sauraient être formulées à un moment ultérieur.

8. Il convient de noter que l'article 11 de l'Accord européen sur le régime de la circulation des personnes entre les pays membres du Conseil de l'Europe prévoit la présentation d'une liste des documents à figurer à l'Annexe à l'Accord permettant aux ressortissants des Parties contractantes, quel que soit le pays de leur résidence, d'entrer sur le territoire des autres Parties et d'en sortir par toutes les frontières. Cette liste devra être présentée au plus tard lors du dépôt de l'instrument d'adhésion.

III. Le texte de l'Accord, l'état des signatures et ratifications ainsi que les déclarations et réserves s'y rapportant sont disponibles sur le site Internet du Bureau des Traités du Conseil de l'Europe <http://conventions.coe.int>.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter le Bureau des Traités :

Bureau des Traités
Direction du Conseil Juridique
et du Droit international public (DLAPIL)
Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex (France)
E-mail : treaty.office@coe.int